

**Edition Abonnés - Essonne****Emploi****Le chômage fait un bond de 13 % en un an en Essonne**

Le chômage en Essonne a fait un bond de 12,9 % en un an. Il y a désormais 34 846 demandeurs d'emploi dans le département. Cette progression - la plus importante d'Ile-de-France - s'est accentuée le mois dernier avec une hausse du chômage en Essonne de 3,7 % rien que pour janvier. Des chiffres inquiétants, conséquence directe de la crise, qui frappent un département pourtant considéré en situation de quasi plein emploi il y a encore six mois. Ce sont principalement les jeunes qui subissent de plein fouet la tendance, en particulier ceux possédant le moins de diplômes et de qualifications. Tous les secteurs professionnels sont touchés, de la microélectronique à l'automobile en passant par le bâtiment.

**« Je conseille aux jeunes la mobilité géographique »**

« Nous assistons à l'apparition de jeunes chômeurs de longue durée, se désole Abdelaziz Mazari, le directeur de la mission locale d'Etampes. Les missions d'intérim s'espacent et perdent en qualité. Avant, il y en avait qui duraient deux ou trois mois. Maintenant, c'est plutôt deux ou trois jours.

La situation ne va pas s'arranger. Une des seules solutions, c'est la mobilité géographique, que je conseille aux jeunes. » En résumé, sauter sur le travail dès qu'il se présente, quitte à s'éloigner du Sud-Essonne, meurtri par le plan social qui touche l'équipementier automobile Faurecia.

« Le département manque clairement d'emplois de qualification moyenne ou basse, atteste Thierry Mandon, président PS de l'Agence pour l'économie en Essonne. Le taux de chômage dans le département est globalement inférieur à la moyenne nationale, mais dans les catégories des personnes faiblement qualifiées, nous rejoignons le niveau hexagonal. » Une situation qui risque de durer. « Il y a bien quelques discussions en ce moment au sujet de l'implantation d'entreprises, mais rien sur le court terme », poursuit Thierry Mandon. L'un des rares pôles de création d'emplois prévu, l'extension de la base logistique Intermarché de Mauchamps, est même remise en cause. La solution miracle ne viendra pas du secteur du bâtiment ni de celui des travaux publics.

« Les inquiétudes grandissent, témoigne

Arianne Magnier, directrice générale du syndicat des travaux publics. Les carnets de commande ne se remplissent pas. Et en termes de niveau de prix, c'est catastrophique, certaines entreprises suicidaires baissent inconsciemment les tarifs. » Pragmatique, Olivier Boudon le porte-parole des petites et moyennes entreprises du département, propose une piste pas forcément consensuelle pour sauver les meubles : « Il faut que ceux qui n'y arrivent pas déposent vite le bilan.

Comme l'économie n'est pas florissante en ce moment, c'est la seule solution pour libérer des parts de marché à ceux qui survivent et les relancer. »

**Julien Heyligen**